

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

S/C/M/33

15 mars 1999

(99-1015)

Conseil du commerce des services

RAPPORT DE LA RÉUNION TENUE LES 9 ET 15 FÉVRIER 1999

Note du Secrétariat

1. Le Conseil du commerce des services a tenu une réunion les 9 et 15 février 1999. L'ordre du jour de la réunion figure dans les aérogrammes WTO/AIR/1011 et WTO/AIR/1011/Add.1. Au titre des "Autres questions", les délégations du Guatemala et de la Corée ont fait des déclarations concernant la certification, pour l'une, d'une liste relative aux télécommunications de base et, pour l'autre, d'une liste améliorée relative aux services financiers.

A. ÉTAT DES ACCEPTATIONS DU CINQUIÈME PROTOCOLE

2. Le Président a rappelé que la date limite fixée pour l'acceptation du cinquième Protocole était le 29 janvier 1999 et a informé les délégations que celui-ci avait été accepté par 53 Membres sur 71. Il a fait observer qu'étant donné que tous les Membres concernés n'avaient pas accepté le Protocole au 30 janvier, ceux qui l'avaient accepté devaient prendre une décision concernant son entrée en vigueur dans un délai de 30 jours, leur mandat pour prendre une telle décision expirant le 1^{er} mars 1999. Il avait déjà été prévu que ces Membres tiendraient une réunion le 11 février 1999, au cours de laquelle ils étaient censés décider si le Protocole devait entrer en vigueur le 1^{er} mars, comme cela aurait automatiquement été le cas si tous les Membres concernés l'avaient accepté à la date limite fixée, ou si son entrée en vigueur devait être différée.

3. Les pays qui avaient accepté le Protocole verraient ensuite s'il convenait de demander au Conseil d'adopter une décision portant prorogation de la date limite fixée pour l'acceptation du Protocole afin que les Membres qui ne l'avaient pas encore accepté puissent le faire. Cette suggestion avait déjà été faite par un ou deux intervenants à la réunion du Comité du commerce des services financiers du 19 janvier 1999. Le Président a estimé qu'il serait souhaitable que le Conseil prenne une telle décision dès que possible afin d'éviter toute incertitude inutile. Il a suggéré que, une fois que le Conseil aurait examiné tous les points de l'ordre du jour, la séance soit suspendue puis reprise le 15 février pour étudier la question de la prorogation du délai prévu pour l'acceptation du cinquième Protocole.

4. Le Conseil en est ainsi convenu.

A. COMMERCE ÉLECTRONIQUE – MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME DE TRAVAIL ADOPTÉ PAR LE CONSEIL GÉNÉRAL

5. Le Président a indiqué que les questions que le Conseil devait examiner au cours de la présente réunion étaient les suivantes: réglementation intérieure, engagements en matière d'accès aux marchés pour la fourniture électronique de services, traitement national et accès et recours aux réseaux et services publics de télécommunication. Il a invité les délégations à traiter chacun des éléments figurant dans le programme de travail d'une manière plus détaillée et plus analytique. Les débats se sont déroulés sur un mode informel. Le Président a ensuite présenté, sous sa propre responsabilité, le résumé suivant:

a) Réglementation intérieure

6. Les Membres sont convenus que les dispositions relatives aux réglementations intérieures figurant à l'article VI de l'AGCS s'appliquaient au commerce électronique des services et que, comme dans d'autres domaines, cet article visait à faire en sorte que les réglementations en la matière ne constituent pas des obstacles non nécessaires au commerce. Une délégation a ajouté que, selon elle, l'article VI, sous sa forme actuelle, était adapté à cet objectif et que pour l'heure il n'était pas nécessaire de le modifier pour traiter la question de la réglementation dans ce domaine. Il a été noté que le commerce électronique était un secteur dans lequel la croissance économique rapide avait été stimulée du fait qu'il existait très peu de réglementations et qu'il fallait veiller à ce que les réglementations intérieures restent minimales, afin d'encourager la poursuite de la croissance. Il a dit par ailleurs qu'il fallait tenir compte des contraintes que les pays en développement devaient surmonter pour atteindre les objectifs légitimes en matière de réglementation dans ce domaine et s'efforcer de remédier efficacement aux obstacles techniques au commerce rencontrés par ces pays.

7. Certaines délégations ont indiqué que le Document de référence, qui énonçait les principes en matière de réglementation pour les télécommunications de base, pourrait servir de modèle pour la mise au point de règles concernant la réglementation intérieure du commerce électronique. Il a également été souligné qu'il importait d'élaborer les disciplines prévues à l'article VI et de les appliquer effectivement pour faire en sorte que les engagements spécifiques existants en matière de commerce électronique ne soient pas annulés ni compromis par des mesures de réglementation intérieure.

8. Une délégation a indiqué que l'article VI s'appliquait à tous les aspects de la réglementation intérieure se rapportant au commerce électronique. Il viserait donc, pour les transactions comportant la fourniture électronique de services, les réglementations régissant aussi bien la fonction transport que le contenu des transactions, ainsi que les réglementations affectant les services de distribution fournis par voie électronique. La question de la réglementation intérieure appelait l'examen de trois points: i) la question de savoir s'il était souhaitable de convenir, au titre de l'article VI, d'un ensemble d'objectifs en matière de réglementation justifiant l'imposition de restrictions réglementaires au commerce électronique, afin de réduire au minimum les obstacles non nécessaires au commerce; ii) la question de savoir s'il était utile de faire la distinction entre les réglementations applicables au contenu et celles qui s'appliquaient au transport; et iii) la question de savoir s'il était opportun de demander à un fournisseur de services Internet de fermer aux utilisateurs un site Web non conforme à la réglementation intérieure.

9. Une autre délégation a dit qu'il importait d'être informé des travaux pertinents d'autres organisations internationales dans ce domaine, par exemple ceux de la CNUDCI concernant un projet de convention internationale sur les transactions électroniques qui visait des aspects importants de la réglementation intérieure.

b) Accès aux marchés

10. Les Membres sont convenus que le principe de la neutralité technologique s'appliquait aux engagements contractés au titre de l'AGCS, ce qui signifie que les engagements en matière d'accès aux marchés englobaient la fourniture du service visé par tous les moyens technologiques, y compris les moyens électroniques. Il a néanmoins été signalé qu'un certain nombre de services qui présentaient une grande importance pour le commerce électronique faisaient l'objet de très peu d'engagements spécifiques, et que le Conseil pourrait examiner les conséquences de ce phénomène. Plusieurs Membres ont approuvé la classification proposée dans la note du Secrétariat (S/C/W/68) pour le commerce électronique des services, qui distinguait trois types de transaction: a) les services d'accès à Internet, b) la fourniture électronique de services et c) l'utilisation d'Internet comme canal

pour les services de distribution (vente de produits et de services livrés ensuite sous forme non électronique).

11. Une délégation a relevé que certains Membres avaient inclus une indication spécifique concernant les "services d'accès à Internet" dans leurs listes d'engagements pour les télécommunications, mais que beaucoup d'autres ne l'avaient pas fait alors que les engagements étaient censés se rapporter à ces services; il convenait donc de réfléchir à la nécessité d'une indication spécifique dans tous les cas. Une autre délégation a dit que l'AGCS s'appliquait pleinement à tous les aspects du commerce électronique liés au transport et au contenu. Seuls quelques Membres avaient contracté des engagements spécifiques pour les services d'accès, mais les obligations prévues par l'Annexe sur les télécommunications concernant l'accès et le recours aux réseaux s'appliqueraient à tous les autres Membres dans les secteurs où des engagements spécifiques avaient été pris. Les engagements concernant les télécommunications s'appliqueraient à l'utilisation d'Internet comme moyen de fournir des services de télécommunication tels que la téléphonie vocale et le courrier électronique, et les engagements concernant les services de distribution s'appliqueraient à la commande en ligne et à la livraison de produits. Pour ce qui est des services avec contenu, les engagements sectoriels pertinents s'appliqueraient sur la base de la neutralité technologique.

12. Une autre délégation a indiqué qu'il était incontestable que l'AGCS s'appliquait aux services de transport électronique et à tous les services traditionnels fournis par voie électronique. Il était également évident que l'AGCS s'appliquait au transport d'autres données numérisées qui, si elles étaient fournies sous forme non électronique, pouvaient ne pas constituer un service. Cette délégation estimait néanmoins que, si le contenu en données numérisées, par opposition à la fourniture du contenu, pouvait dans certains cas être considéré comme un produit assujéti aux principes du GATT, tels que la clause NPF, le traitement national et l'interdiction des restrictions quantitatives, il était nécessaire d'examiner plus avant la question de savoir si ce contenu devait être considéré ainsi. Une autre délégation estimait elle aussi que, en ce qui concerne le commerce électronique des biens intangibles, la transmission représentait de toute évidence un service, alors que cela pouvait ne pas être le cas pour le contenu. En réponse, il a été dit cependant qu'il n'était pas possible d'appliquer le principe de la neutralité technologique à la fourniture de certains services à l'exclusion d'autres.

13. Il a été fait observer que l'utilisation d'Internet par les consommateurs pour effectuer des transactions à l'étranger augmenterait considérablement la portée économique des engagements contractés pour le mode 2 – consommation à l'étranger.

14. Une question a été soulevée au sujet de la possibilité d'appliquer des restrictions aux moyens technologiques utilisés pour fournir un service au titre de l'article XVI.

c) Traitement national

15. De l'avis général, le principe de la neutralité technologique s'appliquait à tous les engagements spécifiques contractés au titre de l'AGCS, y compris tous les aspects relatifs à l'accès aux marchés et au traitement national. Une délégation a indiqué que, selon le principe de la neutralité technologique, les services, fournis ou non par voie électronique, étaient des services similaires au regard de l'AGCS et étaient donc assujettis à la règle du traitement national. Une autre délégation a fait observer qu'il pourrait y avoir des différences entre les notions de similarité au regard du GATT et de l'AGCS et qu'il était nécessaire de mener des travaux complémentaires pour éclaircir cette question.

d) Accès et recours aux réseaux et services publics de transport des télécommunications

16. Les délégations ont relevé que l'Annexe sur les télécommunications s'appliquait à l'accès et au recours au réseau Internet. Une délégation a indiqué également que le paragraphe 5 de l'Annexe, qui

imposait l'obligation d'accorder l'accès aux réseaux et services publics de transport des télécommunications et l'usage de ces réseaux et services pour assurer la fourniture d'un service repris dans la liste, interdisait aussi les restrictions techniques. Une autre délégation a fait observer que l'Annexe ne s'appliquait qu'aux secteurs dans lesquels des engagements spécifiques avaient été contractés et que, pour un certain nombre de secteurs essentiels pour le commerce électronique, les engagements étaient inexistantes ou assortis de limitations. En outre, l'Annexe sur les télécommunications ne s'appliquait pas à certaines questions comme les points d'interconnexion et le numérotage, qui étaient importantes pour le commerce électronique.

17. Il a été noté que l'Annexe garantissait aux fournisseurs d'accès à Internet l'accès et le recours aux réseaux publics de télécommunication, mais on ne voyait pas bien si elle garantissait également aux fournisseurs de services l'accès et le recours aux services des fournisseurs de services Internet. Il fallait élucider cette question car il pourrait être important que les fournisseurs de services aient un droit d'accès aux services des fournisseurs de services Internet.

B. MISE EN DISTRIBUTION GÉNÉRALE DES NOTES SECTORIELLES

18. Lors d'une précédente réunion, le Conseil était convenu qu'à chacune de ses réunions ultérieures il examinerait la question de la mise en distribution générale des notes d'information sectorielles établies par le Secrétariat aux fins de l'échange de renseignements, qui avaient été examinées à la réunion antérieure. Le Président a suggéré que le Conseil approuve la mise en distribution générale des notes qui avaient été examinées à sa dernière réunion, à savoir les documents S/C/W/72 à 75. Ces documents ne seraient mis en distribution générale que lorsqu'ils seraient tous disponibles dans les trois langues officielles.

19. Le Conseil en est ainsi convenu.

C. SÉANCE D'INFORMATION DU CONSEIL SUR LES TÉLÉCOMMUNICATIONS – DEMANDE DES ÉTATS-UNIS

20. Le Président a rappelé qu'à sa dernière réunion le Conseil avait eu une discussion préliminaire sur la demande des États-Unis visant à tenir une séance d'information sur les télécommunications. Certaines délégations s'étaient déclarées favorables à la tenue d'une telle réunion, alors que d'autres n'avaient pas été en mesure de donner une réponse officielle. Il avait donc été convenu de revenir sur ce point à la présente réunion.

21. Afin de fournir une base pour la discussion, le représentant des États-Unis a présenté une note informelle contenant des renseignements plus détaillés sur les questions spécifiques proposées pour examen (job n° 589 daté du 3 février 1999). Il a précisé que cette note contenait un certain nombre d'idées sur les aspects de la réunion d'information touchant à l'organisation et au fond, et a dit que sa délégation souhaitait recevoir des observations et suggestions des autres délégations et du Secrétariat concernant la manière de structurer la discussion. Il a dit que la réunion pourrait être consacrée à un examen approfondi de la question de l'assistance technique aux pays en développement pour des questions réglementaires comme la création d'un organe réglementaire indépendant, l'interconnexion et les sauvegardes en matière de concurrence. À cet égard, il pourrait être utile d'inviter des experts de l'Union internationale des télécommunications et de la Banque mondiale, ainsi que des experts sectoriels des délégations venant des administrations nationales. L'intervenant a dit que cette séance pourrait prendre la forme d'une réunion extraordinaire d'une journée du Conseil du commerce des services, et a demandé que celui-ci prenne une décision à ce sujet à sa réunion suivante.

22. Plusieurs délégations se sont dites favorables à la proposition plus détaillée des États-Unis. Il a été noté que l'ordre du jour de la séance d'information pourrait englober des questions concernant les télécommunications autres que celles dont il était fait état dans le Document de référence. La

discussion devrait néanmoins être limitée à un échange de vues sur l'assistance technique. À cet égard, certaines délégations ont laissé entendre que la séance d'information pourrait exiger plus d'une réunion du Conseil du commerce des services. Les délégations étaient d'une manière générale favorables à la participation d'experts d'autres organisations internationales intergouvernementales, mais plusieurs se demandaient s'il était souhaitable que des représentants d'organisations non gouvernementales et du secteur privé participent à une séance d'information qui se déroulerait dans le cadre du Conseil du commerce des services. Le Président a suggéré que le Conseil prenne note des déclarations faites et qu'il revienne sur cette question à sa réunion suivante.

23. Le Conseil en est ainsi convenu.

D. AUTRES QUESTIONS

24. La représentante du Guatemala a rappelé que le 11 décembre 1998 sa délégation avait présenté pour certification une liste concernant les télécommunications de base. À la dernière réunion du Conseil, la délégation des États-Unis avait demandé au Guatemala d'expliquer pourquoi l'expression "fondées sur les coûts" et l'adjectif "raisonnables" avaient été supprimés du document de référence joint à la nouvelle offre, contrairement à ce qui était le cas pour celui qui avait été joint à la liste figurant dans le quatrième Protocole. L'intervenante a expliqué que la législation relative aux télécommunications n'empêchait pas dans un premier temps pour les opérateurs de négocier des taxes d'interconnexion fondées sur les coûts qui soient raisonnables mais, en cas de controverse, la disposition concernant le règlement des différends en matière d'interconnexion ne garantissait pas le même résultat. C'est pour cette raison qu'il n'était pas possible de conserver la mention de modalités raisonnables et de taxes fondées sur les coûts dans le Document de référence.

25. Le représentant de la Corée a appelé l'attention sur le document S/C/W/93 qui contenait la liste révisée de la Corée concernant les services financiers. Il a indiqué que cette liste améliorerait sensiblement les engagements contractés par la Corée, en particulier pour ce qui est de la présence commerciale, et représentait une importante contribution à la libéralisation du commerce des services financiers. Il a fait observer que les engagements améliorés contenus dans la liste révisée devraient être pris en compte lors de la série de négociations suivante au titre de l'article XIX:3.

26. Le Président a rappelé aux délégués que la date de la réunion suivante, qui se tiendrait en mars, était toujours à l'étude, même s'il était difficile de l'arrêter. Il a dit qu'il avait l'intention d'achever les consultations sur la présidence des organes subsidiaires en temps voulu pour la réunion suivante du Conseil. Il a également rappelé qu'à la réunion suivante il faudrait examiner le rapport intérimaire sur le commerce électronique qui serait présenté au Conseil général en avril pour faire l'objet d'un examen intérimaire.

E. REPRISE DE LA RÉUNION SUR L'ÉTAT DES ACCEPTATIONS DU CINQUIÈME PROTOCOLE (15 FÉVRIER 1999)

27. Le Conseil du commerce des services a repris sa réunion dans l'après-midi du 15 février afin d'examiner les questions se rapportant à l'entrée en vigueur du cinquième Protocole annexé à l'Accord général sur le commerce des services au titre du point A de l'ordre du jour intitulé "État des acceptations du cinquième Protocole" (WTO/AIR/1011). En l'absence du Président du Conseil, M. l'Ambassadeur Nobutoshi Akao, M. David Hartridge, du Secrétariat, a présidé la réunion, comme l'avait suggéré le Président le 9 février.

28. Le Président a rappelé qu'à la réunion du Conseil qui avait été suspendue le 9 février le Président du Conseil avait indiqué que la réunion serait reprise pour discuter de toute décision que le Conseil pourrait avoir à prendre au sujet du délai prévu pour l'acceptation du cinquième Protocole annexé à l'AGCS. Le Président a informé les délégués que les Membres qui avaient accepté le

Protocole au 30 janvier s'étaient réunis le matin même et avaient publié une communication (S/L/67) indiquant qu'ils avaient décidé que le Protocole entrerait en vigueur le 1^{er} mars 1999. Ces Membres avaient également demandé que le Conseil du commerce des services décide que le Protocole serait ouvert à l'acceptation jusqu'au 15 juillet 1999 pour que les Membres qui ne l'avaient pas encore accepté puissent le faire.

29. Le Président a ensuite présenté un projet de décision du Conseil (S/C/W/95) élaboré en consultation avec les Membres qui avaient accepté le Protocole.

30. En réponse à une invitation du Président demandant aux Membres qui n'avaient pas accepté le Protocole de fournir des renseignements sur leur situation, l'Australie a indiqué qu'elle comptait être en mesure de ratifier et d'accepter le Protocole d'ici à la fin de mars si la procédure parlementaire continuait à bien avancer. Les Philippines ont signalé qu'elles espéraient mener à terme leur procédure de ratification dans un délai de cinq à six mois, mais qu'elles ne pouvaient pas dire exactement le temps que cette procédure prendrait. La Pologne s'est engagée à faire de son mieux pour respecter la nouvelle date limite qui serait fixée, mais ne pouvait pas dire quand la procédure serait achevée.

31. Le représentant des États-Unis a souligné qu'il fallait utiliser tous les moyens possibles pour encourager les Membres concernés qui n'avaient pas encore accepté le Protocole à le faire dès que possible et en respectant la date limite fixée. Il a dit que, d'après les renseignements disponibles, la prorogation jusqu'au 15 juillet du délai prévu pour l'acceptation du Protocole qui avait été proposée était jugée trop longue et que le 15 juin serait plus approprié comme nouvelle date limite. Le représentant des Communautés européennes a rappelé aux délégués qu'il faudrait deux mois au Luxembourg pour ratifier le Protocole. Il a été dit que le Brésil aurait besoin de neuf à dix mois et le Costa Rica jusqu'en mai ou juin. La délégation de la Bulgarie a indiqué qu'elle attendait que le document d'acceptation final lui parvienne et qu'elle était prête à accepter le Protocole. Le représentant de l'Uruguay a souligné que les engagements annexés au cinquième Protocole étaient déjà mis en œuvre dans son pays. La procédure parlementaire était bien engagée, mais il n'était pas possible de dire quand elle serait achevée. Le Président a ajouté qu'il était entendu que la Slovénie serait prête à accepter le Protocole à très bref délai.

32. Le Conseil est ensuite convenu que le Protocole serait ouvert à l'acceptation du 15 février au 15 juin 1999. Il est aussi convenu de renouveler l'engagement de "statu quo" visant à ce que les Membres s'abstiennent de prendre des mesures qui seraient incompatibles avec leurs listes annexées au Protocole avant l'entrée en vigueur de celui-ci (Décision sur l'acceptation du cinquième Protocole annexé à l'Accord général sur le commerce des services du 15 février 1999, S/L/68).

33. Après l'adoption de la décision, le représentant des États-Unis a dit que son gouvernement demeurerait très préoccupé par la mise en œuvre par le Japon des engagements qu'il avait contractés en vertu de l'Accord bilatéral sur les assurances conclu entre les deux pays. Ces engagements seraient "multilatéralisés" avec l'entrée en vigueur du cinquième Protocole, et les États-Unis ont redit qu'ils réserveraient leurs droits pour ce qui est de la mise en œuvre par le Japon de ses engagements au titre du Protocole. En réponse, le Japon a réaffirmé qu'il s'était acquitté scrupuleusement des engagements pris au titre du cinquième Protocole avant même son entrée en vigueur, et qu'il entendait continuer à le faire.
